

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 30/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Linamar

202 quai de Clichy
BP 77
92110 Clichy

Références : -

Code AIOT : 0010000575

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2026 dans l'établissement Linamar implanté ZI de La Martinerie Rue Champollion 36130 Diors. L'inspection a été annoncée le 10/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite suite à incident (départ incendie)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Linamar
- ZI de La Martinerie Rue Champollion 36130 Diors
- Code AIOT : 0010000575

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est une fonderie d'aluminium qui travaille pour le secteur automobile.

Établissement autorisé par arrêté préfectoral n° 2015-060-DDCSPP du 17 juillet 2015. Les activités relevant de la nomenclature des installations classées dans cet arrêté sont les suivantes:

- rubrique n° 2552-1: fonderie de métaux et alliages non-ferreux (216 T/j) - régime de l'autorisation ;
- rubrique n° 3250-b : transformation des métaux non-ferreux (216 T/j)- régime de l'autorisation ;
- rubrique n° 1420-2 : amines inflammables liquéfiés (6,18 T) - régime de l'autorisation ;
- rubrique n° 2566-1 : nettoyage décapage des métaux par traitement thermique (6 295 L) - régime de l'autorisation ;
- rubrique n° 2771 : installation de traitement thermique de déchets non dangereux- régime de l'autorisation ;
- rubrique n° 2921-b : refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air - régime de la déclaration avec contrôle
- rubrique n° 1220-3 : oxygène- régime de la déclaration avec contrôle
- rubrique n° 1158-b : diisocyanate de diphenylméthane - régime de la déclaration avec contrôle
- rubrique n° 2561 : production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages - régime de la déclaration avec contrôle
- rubrique n° 2565-4 : revêtement métallique ou traitement par voie électrolytique ou chimique - régime de la déclaration avec contrôle

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 17/07/2015, article 7.6.2	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incident	Code de l'environnement du 23/04/2026, article 512-69	Sans objet
2	infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 17/07/2015, article 7.3.1	Sans objet
3	Moyens	Arrêté Préfectoral du 17/07/2015,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	article 7.6.1	
5	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 17/07/2015, article 7.6.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette visite figurent dans les tableaux ci-après.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/04/2026, article 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport et déclaration
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a informé l'inspecteur en charge du suivi de l'établissement qu'un incendie s'est déclaré le dimanche 5 avril 2026 à 23H30 sur son site de production situé Rue Champollion, zone industrielle de la Martinerie à Diors, par mail le 7 avril 2026.</p> <p>L'exploitant a transmis par télédéclaration le 8 avril 2026 une fiche de notification d'incident reprenant la chronologie de l'évènement.</p>

Il en résulte :

- Chronologie de l'évènement:

Un incendie s'est déclaré le dimanche 5 avril 2026 vers 23h30, consécutivement à un déversement de métal en fusion au niveau du four de maintien électrique (représentant environ 1.2 tonnes de matières à une température comprise entre 700 et 785 degrés, constaté par les opérateurs de production. Le chef d'équipe a déclenché l'alarme et prévenu les pompiers. L'incendie a été maîtrisé par les collaborateurs à l'aide d'extincteurs à poudre et CO. Lors de cette intervention 17 extincteurs ont été percutés.

Le personnel a été évacué. Les sapeurs-pompiers ont été alertés à 23h30 et sont intervenus sur le site, accompagnés de la gendarmerie, à 23h45.

À l'arrivée des moyens de secours, le feu était maîtrisé ; ils ont procédé à une surveillance des installations.

- Matières dangereuses ou polluantes impliquées:

Il n'y a pas eu de matières dangereuses déversées, l'aluminium présent sur le sol a été repris et réinjecté dans le process de fabrication.

- Nature et extension des conséquences:

La production a été arrêtée du fait de la destruction de câblage électrique du four et du remplacement de la pièce affectueuse provoquant l'accident.

L'appareil a été remis en service le 20 avril 2026.

Prise en charge de 6 personnes au centre Hospitalier suite aux fumées dégagées, 1 personne a été en arrêt de travail suite à l'incident.

- Mesures prises:

Appel des sapeurs pompiers à 23H30

Mail à l'inspecteur de la DREAL le 07/04/26

-Circonstances et causes directes de l'accident

L'exploitant a réalisé un arbre des causes afin d'identifier l'origine de l'incident.

L'origine de l'incident est la casse du fourreau du global (plaque de fixation interface).

Cette casse a provoqué au métal liquide présent dans le four, la fonte d'un élément de fixation du global.

Ainsi, le métal a pu s'échapper du four de maintien (fuite sur la cuve du four) et provoquer un départ d'incendie.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : infrastructures et installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2015, article 7.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Bâtiments et locaux

Prescription contrôlée :

<p>[...] A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate qu'à l'intérieur des ateliers, les allées de circulations sont aménagées pour permettre la bonne évacuation du personnel</p> <p><u>Pas d'écart constaté</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2015, article 7.6.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Définition générale des moyens</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'établissement est doté de deux points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident (un se situant sur le parking de la façade principale de l'usine 1 et l'autre sur la façade arrière près de l'usine 4) .</p> <p><u>Pas d'écart constaté</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2015, article 7.6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.[...]</p>

Constats :

Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur.

Cependant après l'examen des documents, l'inspection constate que :

- L'alarme incendie a été vérifiée le 03/12/2025 par la société Uxello => **non conformité: défauts multiples, chargeurs de batteries HS sur chaîne de peinture**
- Les extincteurs ont été vérifiés le 08/07/2025 par la société Uxello => **non conformité: listing comportant de nombreuses non-conformités usines 1, 2 et 4**
- Les désenfumages ont été vérifiés le 08/07/2025 par la société Uxello => **non conformité: listing comportant de nombreuses non-conformités sur les désenfumages des usines 1 et 2**
- Les RIA ont été vérifiés le 08/07/2025 par la société Uxello => **non conformité: sur le RIA U4-R3 (pression insuffisante) sur usine 1 et usine 4**
- Le SSI a été vérifié le 08/07/2025 par la société Uxello => **Carte électronique de la centrale HS, sirène inaudible à certains endroits sur usine 1 et 4**
- Les extincteurs identifiés au droit de l'incident n'avaient pas été remplacés.

Constat: l'exploitant ne maintient pas son matériel de sécurité et de lutte contre l'incendie

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2015, article 7.6.5

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention

Prescription contrôlée :

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention,

d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant en aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

Constats :

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs

Les informations sont disponibles dans le bâtiment situé près de l'accueil du site.

Les salariés sont informés des risques et moyens de protection dans une vidéo de présentation du site et l'exploitant signale qu'il réalise des flash info régulièrement.

Le site dispose de 12 agents formés à la sécurité incendie.

Depuis l'incident, 5 autres personnes ont demandé à réaliser cette formation, notamment pour ceux travaillant le week-end.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite